

Suivi Hebdomadaire

Perspectives Économiques et Financières

15 juin 2020

Rédacteurs

Gestion
Recherche Economique

L'or

Sommaire

Suivi des marchés p2

Marchés obligataires
Marchés actions

Suivi macroéconomique p3

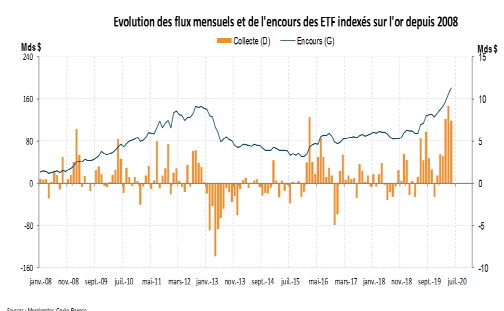
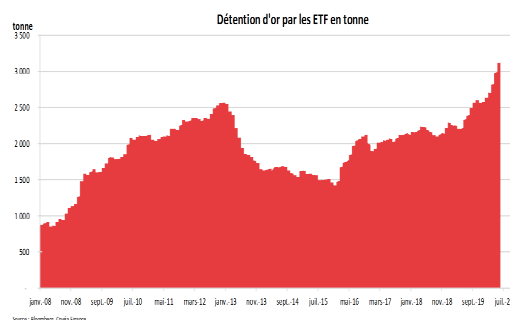
Etats-Unis
Europe
Asie

L'or n'a pas échappé à l'engouement des investisseurs pour les supports « passifs » et l'utilisation des produits indiciels cotés, ETF (« Exchange Traded Funds »). L'observation de la collecte depuis 2008 montre ainsi que les ETF adossés à l'or ont atteint un record d'encours à plus de 180Mds\$. Exprimé en métal précieux, ce montant représente 3100 tonnes d'or. En termes de tendance, la demande d'or entre 2019 et 2018 a baissé de 4401 à 4356 tonnes (-45T). Seuls les ETF ont contribué à la hausse de la demande (+325T), les autres, banques centrales, joailliers, industries, demandes physiques en pièces et lingots, ont vu leurs demandes diminuer de 370T. Ce chiffre de collecte est aussi à rapprocher à celui d'une production aurifère de 3464 tonnes en 2019 (et 1304 tonnes de recyclage d'or).

L'utilisation des ETF a rendu plus facile les allocations sur cette classe d'actifs particulière. Ils permettent d'échapper aux problèmes de stockage et de gardiennage de la détention physique du métal, ainsi qu'à l'approximation de l'exposition à l'or que représentent les mines cotées sur les bourses mondiales. En revanche, revers de la médaille, ils introduisent de la volatilité dans cette classe d'actif concomitamment à sa financiarisation. Surtout, l'expérience de l'échéance des contrats à terme de mai 2020 sur le pétrole a rappelé les limites des produits financiers ouverts aux souscriptions, et construits sur des « futures » dont les mécanismes de livraison physique du sous-jacents ne garantissent pas toujours leur matérialité.

La dépression pourrait s'installer dans les suites de la pandémie et la qualité de réserve de valeur de l'or devrait s'exacerber alors que les rendements des taux d'intérêts sont partout quasi nuls et les dividendes en berne. L'or pourrait aussi rencontrer l'attrait des investisseurs dans un cadre peu collaboratif entre Etats européens qui conduirait à la crainte d'un éclatement de la zone euro. Une hypothèse exploitée dans la stratégie d'investissement de notre fonds Covéa Ultra Flexible.

Focus de la semaine



Suivi des Marchés

Obligataires

Sur la semaine, les rendements sont en baisse sur fond de publications de statistiques macro-économiques mal orientées. Aux Etats-Unis, le scénario économique prudent de la Fed et la crainte d'une seconde vague de contaminations entraînent une baisse du taux à 10 ans de 17 pb à 0,70%. La FED considère que cette crise aura un impact au moins jusqu'en 2022, ce qui nécessitera le maintien des taux directeurs à 0-0,25% sur cette période. En parallèle, les achats d'actifs continueront mais à un rythme nettement moins soutenu que celui des derniers mois, 80 Mds\$/mois pour les titres souverains à et 40 Mds\$/mois pour les MBS. En Europe, la réunion de l'Eurogroupe n'a pas apporté d'avancée majeure sur le plan de relance. Les taux à 10 ans de l'Allemagne et de la France diminuent de 12 et 8 pb à respectivement -0,44% et -0,04%. En revanche, dans les pays du Sud, les rendements sont haussés de 5 pb à 1,47% pour l'Italie, 0,59% pour l'Espagne et 0,57% pour le Portugal.

Actions

Les marchés actions européens se sont repliés de 6,3% sur la semaine écoulée (indice MSCI EMU, Union Economique et Monétaire européenne). Ils ont notamment corrigé de près de 4% pendant la séance de jeudi au lendemain des annonces prudentes de la FED et sur craintes de résurgence de la pandémie aux Etats-Unis. Les prévisions concernant la filière aéronautique restent particulièrement prudentes. IATA (Association Internationale du Transport Aérien) révisé de nouveau en baisse ses estimations de trafic passager à -55% pour 2020 par rapport à 2019. Sur le modèle de ce qui a été fait pour le secteur automobile, le gouvernement français a annoncé en début de semaine un plan de soutien à la filière portant sur un montant de 15 milliards d'euros. Dans ce contexte, Airbus se replie de 17% sur la semaine, participant à la sous performance hebdomadaire du CAC40 (-6,9%) et surtout du secteur de l'industrie (-8,9%) qui signe la pire performance sectorielle devant la Finance (-8,7%). Alors que tous les secteurs sont en baisse sur la semaine comme depuis le début de l'année, les secteurs de la Santé et de la Technologie surperforment (respectivement -1,5% et -1,2% sur 2020).

La semaine a été très chahutée sur les marchés américains sur fonds de recrudescence du nombre de nouveaux cas de COVID 19, notamment dans les Etats du Sud (Texas, Floride, Arizona). La prudence affichée par le président de la Fed a également servi d'électrochoc pour les investisseurs, ce dernier rappelant la difficile passe de l'économie américaine et la longue trajectoire de redressement à prévoir. Un retour à la réalité pour les investisseurs qui a mis un terme à un rebond spectaculaire de près de 45% depuis les points bas. Après avoir retrouvé ses niveaux de début d'année en milieu de semaine, le S&P500 s'est donc fortement replié, avec une baisse très prononcée des valeurs financières et industrielles. La technologie limite son repli, les géants mondiaux tels que Microsoft et Apple inscrivant de nouveaux plus hauts historiques en milieu de semaine. Les enjeux technologiques continuent de figurer au premier plan des annonces de sociétés. Après les annonces le mois dernier de nouvelles implantations d'usines de semi-conducteurs sur le sol américain (Intel et Taiwan Semi), Apple a laissé entendre son intention de produire l'intégralité de ses processeurs en interne, résiliant un partenariat de très longue date avec Intel. Loin derrière les enjeux technologiques, les conséquences de la crise sanitaire, et désormais économique continuent de se diffuser au sein des secteurs en difficultés. Ainsi, plusieurs sociétés se sont récemment retrouvées sous le régime de la protection contre les faillites aux Etats Unis, ou s'en rapprochent (Hertz, Chesapeake, Whiting Petroleum).

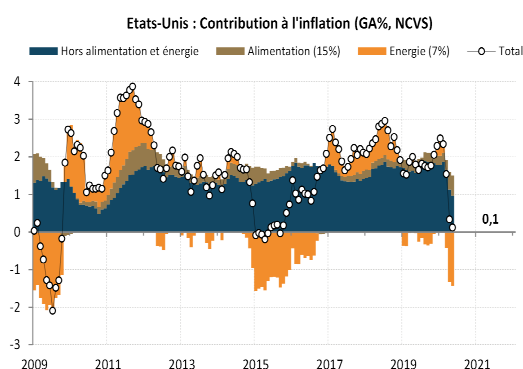
La semaine est marquée par une prise de profit générale sur les marchés asiatiques dans le sillage du marché américain. Taiwan, soutenu par l'annonce de TSMC de pouvoir remplacer les commandes de Huawei rapidement par d'autres clients, est le marché qui a le moins baissé. S'ensuit la Chine, la baisse étant limitée en raison de l'assouplissement des crédits aux entreprises orchestré par le Gouvernement. Les marchés australiens et Thaïlandais ont le plus souffert, le doute sur la reprise économique ayant affecté les marchés les plus dépendants des échanges mondiaux (tourisme, matières premières).

Suivi Macroéconomique

États-Unis

« Les pressions sur les prix sont restées baissières en mai »

Aux Etats-Unis, la Réserve fédérale a laissé inchangé son taux directeur lors de la réunion de politique monétaire de juin. Les indications prospectives (*forward guidance*) n'ont pas été modifiées : la fourchette actuelle de [0 ; 0,25%] sera maintenue « jusqu'à ce que le comité soit convaincu que l'économie a résisté aux événements récents et est en voie d'atteindre les objectifs d'emploi maximum et de stabilité des prix ». D'après la médiane des prévisions individuelles sur la trajectoire du taux directeur, celui-ci devrait rester inchangé jusqu'à fin 2022. L'appréciation de la situation économique est restée quasiment



Sources : BLS, Thomson Reuters, Coviés Finance. Début de la série en 1998

la même que celle de la réunion de fin avril, soulignant les risques considérables sur les perspectives à moyen terme. Le seul élément favorable relevé concerne l'amélioration des conditions financières. **Le comité de politique monétaire (FOMC) a également publié pour la première fois depuis décembre dernier ses prévisions économiques. Celles-ci témoignent du choc sur la croissance suite à la crise du covid-19, avec une prévision médiane de contraction de 6,4% du PIB en 2020** (T4 2020 par rapport au niveau du T4 2019), puis un rebond de 5% en 2021 et 3,5% en 2022. L'inflation devrait fléchir nettement cette année (0,8%) et rester inférieure à la cible de 2% jusqu'en 2022 (1,7%). Cette prévision de faiblesse prolongée de l'inflation, alors que la Fed envisageait, dans le contexte pré-crise covid-19, d'adopter une stratégie qui aurait autorisé le dépassement de la cible d'inflation pour compenser les faiblesses passées

(*average inflation targeting*) laisse le marché augurer du maintien d'une politique très accommodante durablement. Concernant le chômage, la médiane des prévisions pour la fin 2020 se situe à 9,3% de la population active, puis 6,5% fin 2021 et 5,5% fin 2022. Il faut souligner que les vues sur le marché du travail sont très hétérogènes au sein du FOMC, avec des prévisions de taux de chômage qui vont de 7% à 14%. Lors de la conférence de presse Jerome Powell a souligné le très haut degré d'incertitudes entourant ces projections. Au sujet du programme d'achat d'actifs, le communiqué a été légèrement modifié, en précisant que dans les prochains mois les achats de titres du Trésor et de MBS garantis par les agences fédérales se feront « au moins au rythme actuel pour maintenir le bon fonctionnement du marché ». Ce rythme se situe à environ 80 Mds\$ par mois pour les titres du Trésor et 40 Mds\$ pour les MBS. En termes d'outils de politique monétaire, Jerome Powell a déclaré que des discussions ont eu lieu au sujet de la *forward guidance*, des achats d'actifs, ou encore de l'adoption d'une politique de contrôle de la courbe (*Yield Curve Control*). Ces discussions se poursuivront lors des prochaines réunions.

Par ailleurs, en début de semaine, **la Réserve fédérale a élargi une nouvelle fois les conditions de son dispositif d'achat de prêts accordés par des institutions financières aux entreprises**, le *Main Street Lending Program (MLSP)*, pour permettre à davantage de petites et moyennes entreprises d'être soutenues. Le Conseil a abaissé le montant minimum de certains prêts à 250 000\$ (500 000\$ auparavant), augmenté le montant maximal, ajusté le calendrier de remboursement du principal pour qu'il ne commence qu'au bout de 2 ans (1 an auparavant) et allongé la durée du prêt à 5 ans (contre 4 ans), afin de fournir plus de flexibilité aux emprunteurs. Par ailleurs, afin d'inciter davantage les banques à participer au programme, tous les prêts achetés par la Fed le seront à hauteur de 95%, la banque gardant seulement 5% du prêt à son bilan. Les conditions de ce dispositif sont ainsi révisées pour la deuxième fois, un premier assouplissement étant intervenu le 30 avril, illustrant la difficulté pour la Fed à fixer des conditions suffisamment attractives pour le prêteur et l'emprunteur, sans pour autant accepter des prêts de mauvaise qualité à son bilan. La Fed s'attend à ce que ce dispositif, annoncé le 9 avril et dont la capacité d'achat peut atteindre 600 Mds\$, ouvre bientôt l'enregistrement des prêteurs et qu'il achète activement des prêts peu de temps après.

Du côté des données économiques, **la modération des prix à la consommation s'est poursuivie en mai** avec une inflation en rythme annuel qui ralentit à 0,1%. Les prix de l'énergie se replient de 1,8% sur le mois et l'inflation sous-jacente enregistre un troisième mois consécutif de recul (-0,1% en glissement mensuel) ce qui porte la croissance annuelle à 1,2% après 1,4% en avril. L'orientation des prix reflète les impacts de la crise sanitaire : les prix des billets d'avions sont en baisse de 4,9% sur le mois et -29% en rythme annuel, les prix des hôtels reculent de 1,8% en glissement mensuel (-17% en annuel).

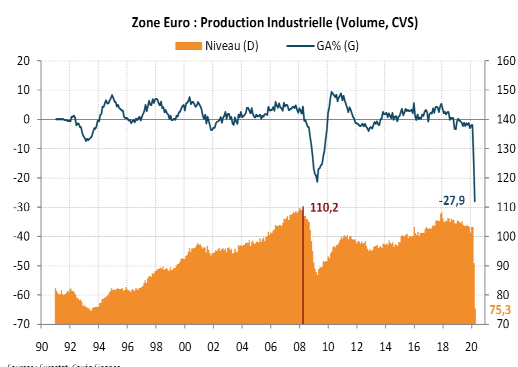
Sur le marché du travail, les nouvelles demandes d'allocations chômage ont poursuivi leur reflux la semaine du 6 juin, atteignant 1,542 millions de personnes, contre 1,897 la semaine précédente, un niveau toujours très élevé en absolu (en février les nouvelles demandes hebdomadaires se situaient à 210 000). Le nombre total de bénéficiaires d'allocations chômage est aussi en repli à 20,929 millions la semaine du 30 mai, contre 21 487 précédemment. La hausse récente du nombre de cas dans certains Etats jusqu'alors relativement épargnés (Arizona, Texas, Utah) fait néanmoins craindre une résurgence de l'épidémie.

Suivi Macroéconomique

Europe

« La production industrielle s'effondre en avril »

Cette semaine, le gouvernement français a dévoilé un 3ème projet de loi de finances rectificative (PLFR 3) pour 2020. Le montant total des dépenses budgétaires en soutien à l'économie est désormais estimé à environ 135 Mds€, soit 5,5% du PIB (environ 20% du PIB si on y ajoute les mesures de prêts garantis). Il s'agit d'une augmentation d'environ 25 Mds€ par rapport au PLFR 2 dont (i) 7,5Mds€ alloués au plan d'urgence face à la crise sanitaire (1,2Mds€ pour le fond de solidarité, 3,3 Mds€ pour le chômage partiel et 3 Mds€ pour la compensation à la sécurité sociale des exonérations de cotisations sociales dans le cadre du plan tourisme ; (ii) 2,6 Mds€ de crédits supplémentaires, notamment pour le plan automobile et (iii) 10 Mds€ de mesures n'impliquant pas de hausse de déficit (notamment via des reports d'impositions). Du côté des prévisions, le gouvernement anticipe désormais un recul de 11% du PIB en 2020 (contre 8% auparavant). Dans ce contexte, la prévision de solde public pour 2020 est revue en nette baisse à - 11,4 % du PIB (contre - 9,1 % dans la LFR2). Le déficit pourrait toutefois être plus élevé selon le Haut Conseil des Finances publiques qui note que les mesures de soutien sectoriel annoncées par le gouvernement n'ont pas toutes été traduites dans ce PLFR (selon le gouvernement, ces mesures représenteraient une mobilisation de 40 Mds€) et que la part des mesures impactant directement le déficit pourrait être plus élevée que prévu. **Du côté des mesures sanitaires, le gouvernement français a annoncé la poursuite du déconfinement.** Toute la France, à l'exception de la Guyane et de Mayotte, va désormais passer en « vert », ce qui permettra notamment la réouverture des cafés et restaurants. Le gouvernement a par ailleurs annoncé la réouverture des crèches et écoles à partir du 22 juin. Enfin, le second tour des municipales aura lieu le 28 juin.



L'estimation finale de la croissance du PIB en Zone euro indique un recul de 3,6% au T1. Côté dépenses, on observe que la contribution la plus négative à ce recul trimestriel s'explique par la consommation des ménages (-2,5 pts), devant celle des investissements (-0,9 pt) et du commerce extérieur (-0,4 pt). La seule contribution positive est celle des variations de stocks (+0,4 pt). Côté secteurs de production, Eurostat révèle une contraction de 3,2% pour les services avec des baisses particulièrement marquées au niveau des secteurs commerce, transports, hébergement et restauration (-6,8%) et arts, spectacles et autres services (-6,8% également). L'industrie (hors construction) a reculé de 3,3% et la

construction de 3,8%. L'agriculture est le secteur ayant enregistré la plus faible baisse (-0,8%). A l'échelle des principaux pays, des replis très marqués ont été enregistrés par la France (-5,3%), l'Italie (-5,3%) et l'Espagne (-5,2%). En revanche, la dégradation de l'économie allemande a été plus contenue au T1 (-2,2%). **Si le recul de l'activité au T1 a été brutal, il faut toutefois garder à l'esprit que le pire reste à venir. Avec plus d'un mois de confinement, la détérioration de l'économie au deuxième trimestre devrait être beaucoup plus importante.**

A ce titre, les données de production industrielle du mois d'avril témoignent effectivement d'un effondrement de l'activité. La production industrielle enregistre ainsi une baisse mensuelle historique de 17,1% en Zone euro en avril, soit un recul de 28% en glissement annuel qui a été surtout marqué au niveau des biens durables (-47,7%) et des biens d'équipement (-40,4%), devant les biens intermédiaires (-25,5%). Les contractions observées au niveau des biens non-durables (-14%) et de l'énergie (-12,8%) sont relativement moins importantes. Sur le mois, la production automobile s'est quasiment retrouvée à l'arrêt avec une chute de 75% en Allemagne et de plus de 80% en France et en Espagne. Les industries pharmaceutique, alimentaire et de l'énergie ont été relativement moins affectées. Au niveau des principaux pays, la plus forte contraction a été observée en Italie (-42,5%), devant la France (-34,3%) et l'Espagne (-34,9%), puis enfin l'Allemagne (-30,2%).

Le commerce extérieur allemand enregistre lui aussi un recul historique. Au mois d'avril, les exportations se sont contractées de 24,0% par rapport au mois précédent, soit un recul de -31,1% sur l'année (le plus fort depuis 1950). Les importations enregistrent également une baisse importante (-16,5% sur un an). Dans ce contexte, le surplus commercial mensuel recule fortement en avril pour atteindre 3,5 Mds€ (contre 17Mds€ le mois précédent), son plus bas niveau depuis décembre 2000.

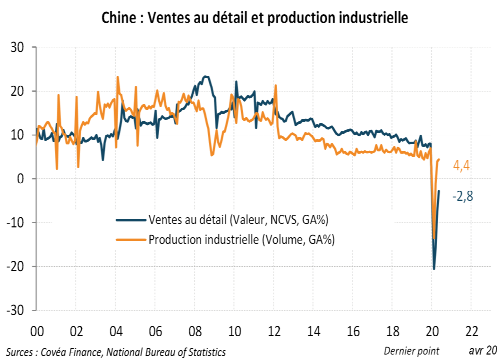
Au **Royaume-Uni**, l'activité britannique s'effondre en avril et enregistre, selon l'indicateur mensuel du PIB, une contraction de 20,4% par rapport au mois précédent, un déclin bien plus important que ceux enregistrés lors des précédents épisodes de crise. Le recul est aussi prononcé du côté des services (-19%) que du côté de l'industrie (-20,3%) en raison de la mise à l'arrêt d'une grande partie de l'activité. **Côté politique, le Royaume-Uni a formellement rejeté toute extension de la période de transition. De ce fait, le Royaume-Uni quittera donc, avec ou sans accord, l'Union Européenne à partir du 1er Janvier 2021.** Il reste maintenant à l'Union Européenne et au Royaume-Uni à trouver un accord d'ici à la fin de l'année. Pour

Suivi Macroéconomique

ce faire, les négociateurs de chaque partie se réuniront toutes les semaines du 29 juin au 31 juillet. Par ailleurs, Boris Johnson devrait rencontrer ses homologues européens le lundi 15 juin.

Asie et reste du monde

« Faiblesse d'activité et craintes de nouvelles vagues de contamination »



L'industrie chinoise a de nouveau affiché une hausse de son volume de production en Mai relativement au même mois de 2019, une hausse de 4,4%. **Toutefois les données d'investissement et consommation restent en berne**, avec des ventes toujours inférieures de -2,8% à leur niveau de mai 2019 et des flux d'investissement également en contraction de -6,3% sur les 5 premiers mois cumulés relativement à la même période de début 2019.

Ces publications économiques mitigées ont lieu au moment où les craintes d'une nouvelle vague de contamination se sont accentuées à Pékin, où le nombre de cas positifs au Covid-19 recensés a significativement augmenté entre le mercredi 10 juin et le dimanche 14 juin (79 cas en 4 jours) poussant les autorités à réinstaurer certaines mesures de contrainte au déplacement et de fermer certaines écoles dans la capitale chinoise.

Tableaux synthétiques

INDICATEURS MACRO		déc.-19	janv.-20	févr.-20	mars-20	avr.-20	mai-20	juin-20	
Etats-Unis	Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-0,8	-0,9	-0,3	-4,9	-15,0			
	Dépenses personnelles de consommation (volume, CVS, GA%)	3,3	2,9	3,3	-4,4	-17,3			
	Créations / Destructures nettes d'emplois (nonfarm payrolls, milliers)	184	214	251	-1373	-20687	2509		
	Exportations (volume, CVS, GA%)	1,3	-2,1	1,3	-5,1	-21,8			
	Salaires horaires nominaux (valeur, CVS, GA%)	3,0	3,1	3,0	3,4	8,0	6,8		
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	2,3	2,5	2,3	1,5	0,3	0,1		
	Europe	Zone euro	Crédits aux entreprises (Valeur, NCVS, M ds €)	4463,3	4479,7	4483,9	4600,7	4673,7	
Taux de chômage (%de la population active)			7,3	7,3	7,2	7,1	7,3		
Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)			1,3	1,4	1,2	0,7	0,3	0,1	
Allemagne		IFO - Perspectives de Production à 6 mois (indices)	92,8	93,6	93,9	80,9	70,1	81,3	
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	2,9	2,4	2,8	-1,6	-6,4		
		Commandes à l'industrie (volume, CVS, GA%)	-8,7	-0,9	1,9	-15,2	-36,7		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-0,7	-0,9	1,6	-11,5	-31,0		
France		Banque de France - Climat des affaires (indice)	93,1	93,4	94,4	53,1	49,7	83,0	
		Climat dans le secteur de la construction (indices)	14,7	9,3	10,8	8,9	-16,0	-19,3	
		Dépenses de consommation - Total (volume, CVS, GA%)	2,2	-0,7	-0,8	-17,0	-34,1		
		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-3,0	-3,1	-1,6	-17,3	-34,3		
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	-2,3	-5,3	-1,4	-18,7	-43,9		
Italie		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-3,4	-0,6	-2,3	-29,4	-42,5		
		PMI Manufacturier (Indice)	46,2	48,9	48,7	40,3	31,1	45,4	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,0	2,4	4,4	-14,5			
Espagne		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	1,1	-2,7	-1,7	-13,7	-33,6		
		PMI Manufacturier (Indice)	47,4	48,5	50,4	45,7	30,8	38,3	
		Exportations (valeur, CVS, GA%)	4,0	2,4	2,3	-16,1			
Royaume-Uni		Production Industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	-3,1	-3,4	-8,2	-24,4		
		Ventes au détail (volume, CVS, GA%)	0,6	0,9	0,2	-5,9	-22,6		
	Inflation (prix à la consommation, GA%)	1,3	1,8	1,7	1,5	0,8			
	Asie	Japon	Dépenses de consommation (volume, CVS, GA%)	-2,8	-4,4	-3,1	-6,9	-12,0	
Exportations (valeur, CVS, GA%)			-6,2	-3,4	-5,6	-10,2	-22,3		
Salaires nominaux (volume, CVS, GA%)			-0,2	1,1	0,8	0,1	-0,6		
Chine		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	0,8	0,7	0,5	0,4	0,1		
		Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	6,9		-13,5	-1,1	3,9	4,4	
		Ventes immobilières résidentielles (volume, GA% moyen depuis le début de l'année)	1,5		-39,2	-25,9	-18,7	-11,8	
		Importations (valeur, NCVS, GA%)	16,5		126,5	-0,9	-14,2	-16,7	
Autres émergents	Brésil	Production industrielle (volume, CVS, GA%)	-2,2	0,0	0,1	-7,9	-25,5		
		Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	4,3	4,2	4,0	3,3	2,4	1,9	
Russie	Production industrielle (volume, NCVS, GA%)	1,8	1,1	3,3	0,4	-6,6			
	Inflation (prix à la consommation, NCVS, GA%)	3,0	2,4	2,3	2,6	3,1	3,1		

05/03/2020 : date de nos dernières Perspectives Economiques et Financières

CVS : données corrigées des variations saisonnières, NCVS : données non corrigées des variations saisonnières

Sources : Thomson Reuters, Covéa Finance

Tableaux synthétiques

INDICATEURS DE MARCHES			31/12/19	05/03/20	12/06/20	Variation depuis le 31/12/19 (% ou pbs)*	Variation depuis le 05/03/20 (% ou pbs)*		
Marchés obligataires	Taux directeurs (%)	Fed	1,75	1,25	0,25	-1,50	-1,00		
		BCE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
		BOE	0,75	0,75	0,10	-0,65	-0,65		
		BOJ	-0,10	-0,10	-0,10	0,00	0,00		
		Banque de Corée	1,25	1,25	0,50	-0,75	-0,75		
		Brésil	4,50	4,25	3,00	-1,50	-1,25		
		Russie	6,25	6,00	5,50	-0,75	-0,50		
		Inde	5,15	5,15	4,00	-1,15	-1,15		
		Chine	4,35	4,35	4,35	0,00	0,00		
		Taux souverains 10 ans (%)	Etats-Unis	1,92	0,91	0,70	-1,21	-0,21	
	France OAT		0,12	-0,35	-0,04	-0,16	0,31		
	Allemagne		-0,19	-0,69	-0,44	-0,25	0,25		
	Italie		1,41	1,07	1,45	0,04	0,38		
	Royaume-Uni		0,82	0,33	0,21	-0,61	-0,12		
	Japon		-0,01	-0,11	0,01	0,02	0,13		
	Corée du Sud		1,63	1,35	1,38	-0,25	0,03		
	Brésil		3,71	2,95	5,02	1,31	2,07		
	Russie	6,28	6,09	5,64	-0,64	-0,44			
	Indice crédit	Indice IBOXX Eur Corporate	237,7	240,2	234,6	-1,29	-2,31		
Marchés des changes	Contre euro (1 € = ...devises)	Dollar	1,12	1,12	1,13	0,4	0,2		
		Sterling	0,85	0,87	0,90	6,1	3,5		
		Yen	121,8	119,3	120,9	-0,7	1,3		
	Contre dollar (1\$ = ... devises)	Won	1167	1181	1204	3,2	1,9		
		Real brésilien	4,0	4,6	5,0	25,5	9,4		
		Rouble	62,1	67,6	70,2	13,1	3,9		
		Roupie indienne	71,4	73,3	75,8	6,3	3,4		
		Yuan	7,0	6,9	7,1	1,7	2,1		
		Marchés actions	Devises locales	Etats-Unis - S&P	3231	3024	3041	-5,9	0,6
				Japon - Nikkei 300	352	314	324	-7,9	3,4
France - CAC 40	5978			5361	4839	-19,0	-9,7		
Allemagne - DAX	5971			5310	5233	-12,4	-1,5		
Zone euro - MSCI EMU	132			120	112	-15,2	-6,8		
Royaume-Uni - FTSE 100	7542			6705	6105	-19,1	-9,0		
Corée du Sud - KOSPI	2175			2085	2132	-2,0	2,3		
Brésil - Bovespa	118573			102233	92795	-21,7	-9,2		
Russie - MICEX	3076			2817	2744	-10,8	-2,6		
Inde - SENSEX	41254			38471	33781	-18,1	-12,2		
Chine - Shanghai	3050			3072	2920	-4,3	-4,9		
Hong Kong - Hang Seng	28190			26768	24301	-13,8	-9,2		
MSCI - BRIC	1129			1066	1006	-10,9	-5,6		
Euro	S&P (€)					-6,2	0,4		
	Nikkei 300 (€)					-7,2	2,1		
	FTSE 100 (€)				-23,7	-12,0			
Matières premières	Agricoles	Mais (centimes de dollar par boisseau)	388	385	330	-14,9	-14,2		
		Indice CRB**	402	399	366	-8,9	-8,3		
	Énergétiques	Pétrole (Brent, \$ par baril)	66	50	39	-41,3	-22,5		
		Métaux précieux	Prix de l'once d'Or	1523	1668	1729	13,5	3,7	
	Prix de la tonne de cuivre		6174	5674	5785	-6,3	1,9		

*Variations en points de base (pbs) pour les taux souverains et les taux directeurs

**CRB : Indice des prix de 22 matières premières industrielles (59,1%) et alimentaires (40,9%). Cet indice n'inclut pas les prix de l'énergie.

05/03/2019 : date de nos dernières Perspectives Économiques et Financières

Sources : Covéa Finance, Bloomberg

Ce document est établi par Covéa Finance, société de gestion de portefeuille agréée par l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro 97-007, constituée sous forme de société par actions simplifiée au capital de 7 114 644 euros, immatriculée au RCS Paris sous le numéro B 407 625 607, ayant son siège social au 8-12 rue Boissy d'Anglas 75008 Paris.

Ce document est produit à titre indicatif et ne peut être considéré comme une offre de vente ou un conseil en investissement. Il ne constitue pas la base d'un engagement de quelque nature que ce soit, ni une évaluation de stratégie ni aucune recommandation d'investissement dans des instruments financiers.

Il contient des opinions et analyses générales et non personnalisées conçues par Covéa Finance à partir de données chiffrées qu'elle considère comme fiables au jour de leur établissement en fonction du contexte économique, mais dont l'exactitude et la validité ne sont toutefois pas garanties.

Les opinions exprimées dans le document peuvent faire l'objet de modifications sans notification.

Covéa Finance ne saurait être tenue responsable de toute décision prise sur la base d'une information contenue dans ce document.

Ce document est la propriété intellectuelle de Covéa Finance. Toute Utilisation (définie ci-après), reproduction ou diffusion de tout ou partie du présent document devra faire l'objet d'une autorisation préalable de Covéa Finance.

Le destinataire du présent document a connaissance et accepte que les données chiffrées, permettant d'établir les opinions et analyses générales et non personnalisées, peuvent être soumises à l'acquisition de droits vis-à-vis de tiers.

Par conséquent, les données chiffrées ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une quelconque Utilisation par le destinataire du document sans l'acquisition préalable des droits nécessaires directement auprès des tiers détenteurs de ces droits.

Par ailleurs, le destinataire du présent document a connaissance et accepte que Covéa Finance ne sera en rien responsable de toute utilisation faite desdites données chiffrées et assumera seul toutes les conséquences vis-à-vis des tiers détenteurs de droits associés à ces données.

L'« Utilisation » s'entend comme, et de manière non limitative, la manipulation de la donnée chiffrée, la distribution, la redistribution, l'intégration dans un système d'information ou dans des documents de tous types.